



Plan Cancer : les cancers environnementaux encore sous-estimés

26/02/2009 14:34

Evaluer par [Victor Roux-Goeken](#)

Dans son rapport d'évaluation du plan Cancer, remis à la ministre de la santé Roselyne Bachelot le 24 février, le Haut conseil de la santé publique (HCSP) indique que la connaissance des impacts cancérigènes des agents polluants présents dans l'environnement «semble être à un état d'avancement encore précoce».

La meilleure prise en compte des cancers environnementaux était l'une des 70 mesures du plan de mobilisation contre le cancer couvrant la période 2003-2007, lancé par le président Chirac. Le 9 janvier 2008, le HCSP avait été saisi par la ministre pour évaluer le plan. Il a pour principale mission l'évaluation des plans de santé publique.

Las. «L'étude des déterminants environnementaux des cancers, réalisée par l'InVS [Institut national de veille sanitaire], est encore parcellaire, se limitant à des études d'impact d'incinérateurs d'ordures ménagères sur l'imprégnation et l'incidence des cancers chez les populations riveraines», selon le rapport.

Quant aux actions entreprises par l'Agence française de sécurité sanitaire, de l'environnement et du travail (Afsset), elles ont encore peu abouti, exceptée la publication de l'expertise Cancer et environnement, réalisée avec l'Inserm.

Le Haut conseil regrette aussi que le traitement des sites pollués se focalise sur l'amiante, au détriment d'autres cancérigènes reconnus.

Les cancers professionnels doivent eux aussi être mieux prévenus. Six ans après le lancement du plan, ils demeurent sous-estimés. Toutefois, «l'InVS a déjà engagé plusieurs programmes de surveillance des cancers d'origine professionnelle (...). L'abaissement des seuils comme le prévoyait le plan a été effectué pour les rayonnements ionisants, l'amiante et les poussières de bois.» Mais les résultats sont mitigés pour les autres cancérigènes.

L'existence du plan Cancer ne doit pas être remise en cause, tempère le Haut conseil. «Son contenu était (...) pertinent et ses objectifs s'articulaient bien avec les autres politiques de santé publique.»